

revendicatif sans portée politique. Le 7, les travailleurs reprenaient le chemin de l'usine ou du bureau, sans perspectives. En fait de coup d'envoi, il ne s'est agi que d'un défilé de clôture avant les fêtes.

Depuis, gouvernement et patronat appliquent leur politique, rognant le pouvoir d'achat, augmentant le chômage, accentuant la répression, sans riposte centrale des organisations ouvrières. Pour donner un coup d'arrêt à cette politique, les grèves de catégories et les journées d'action ne suffisent pas. Il faudra mettre à la porte le gouvernement et pour cela faire mieux qu'en 68. Il faudra imposer un gouvernement des organisations ouvrières par la grève générale illimitée où les travailleurs, suivant l'exemple de Lip, remettront en marche les usines eux-mêmes, en se passant des patrons. Il faudra élire des comités d'usine, de quartier, révocables à tout moment, afin que tout le monde participe effectivement à la grève et contrôle la remise en marche de la production.

Il faudra commencer à refaire marcher les transports gratuitement, d'abord pour les manifestations, puis pour l'ensemble des activités sociales. Il faudra instaurer la santé gratuite pour tous. Les travailleurs des banques bloqueraient toutes les manœuvres financières des capitalistes, mais organiseraient la paye des travailleurs. Les travailleurs de la presse ne laisseraient plus passer des informations mensongères dans les journaux réactionnaires sans y adjoindre d'autorité une contre-information...

Ainsi se dressera un nouveau monde où les patrons sont expropriés, où la majorité des usines sera autogérée, où l'ensemble des affaires sociales sera pris en charge directement par les travailleurs. Dès lors, l'affrontement avec l'Etat bourgeois réduit à une bande d'hommes armés, sera inéluctable. Plus les travailleurs seront décidés, plus ils se donneront les moyens de s'armer, plus ils s'appuieront sur les luttes des soldats contre les officiers, moins la réaction sera forte. C'est la leçon qu'une fois encore, après l'Espagne, le Chili vient de donner.

Mais il manque aujourd'hui le parti révolutionnaire capable d'impulser et de mener à terme un tel combat. Et les travailleurs hésitent après mai 68 à s'engager à nouveau dans cette voie avec l'opposition déclarée des directions syndicales CGT-CFDT. Par contre, l'ensemble des travailleurs combattifs ressent la nécessité de mettre à la porte sans attendre la clique au pouvoir. Tous sont convaincus qu'il n'y aura aucune victoire importante durable tant que ce gouvernement de banquiers sera en place. Beaucoup sont convaincus qu'un gouvernement de la gauche permettrait de débloquer la situation. Mais les dirigeants du PCF comme du PS demandent seulement à la classe ouvrière d'attendre une hypothétique victoire électorale et de ne pas trop effaroucher par ses luttes les cadres de la CGC, les petits commerçants... dont ils espèrent gagner les voix. Il y a pourtant